

## Edito Avril 2011

Bienvenue ici en direct de Strasbourg pour la session d'avril. Cette session a été marquée par l'actualité avec les leçons que l'Union européenne doit tirer du drame de Fukushima, avec cette idée que la sécurité des centrales qui existent doit être améliorée, surveillée, que pour demain la nature de l'énergie et de l'électricité produite en Europe nous interpelle et qu'à terme la question de la sortie du nucléaire doit être posée.

Actualité également avec la prise de position du Parlement européen sur ce que l'on appelle le paquet du marché intérieur, cette stratégie à l'origine relancée par Mario Monti, qu'il avait imaginée dans un équilibre entre ouverture des frontières d'une part mais aussi harmonisation sociale et harmonisation fiscale de l'autre. Là on le voit, la bataille entre la droite et la gauche a été farouche et il nous a fallu jusqu'au dernier moment argumenter pour l'emporter afin que les questions de clause sociale, des conventions collectives, de la place des services publics ne soient pas oubliées.

Dans la droite ligne de ce paquet marché intérieur, de cet acte pour le marché unique, je crois que la proposition que la commission européenne vient de mettre sur la table enfin dans le domaine de l'harmonisation de la base de l'impôt sur les sociétés, initiative que nous réclamions avec beaucoup de conviction depuis longtemps, va nous conduire à ferrailer avec beaucoup d'énergie. Car manifestement l'esprit dans lequel la Commission européenne a mis sur la table cette proposition donne en fait satisfaction aux multinationales. On a l'impression qu'il s'agit d'une proposition taillée sur mesure pour leur permettre de payer le moins d'impôt, cela n'est pas la raison pour laquelle nous demandons cette harmonisation de l'impôt sur les sociétés, dans un moment où les Etats membres ont tant besoin de reconstruire leur base fiscale.

Cette session a également été marquée par l'adoption du rapport de ma collègue et amie, Sylvie Guillaume, qui demande que dans le domaine de l'asile, des procédures plus justes et plus harmonisées entre les pays de l'Union européenne puissent voir le jour.

Enfin bien sûr, comment ne pas revenir sur les conclusions du Conseil européen adoptées le week-end dernier et qui semblent faire la part belle encore une fois à la stratégie d'austérité qui conduit l'Irlande à sauver ses banques plutôt qu'à retenir ses habitants. Sur ces conclusions, je vous invite sur mon site à regarder mon intervention en plénière à ce sujet et je vous donne rendez-vous le mois prochain pour un nouveau point d'actualité sur la vie ici du Parlement européen.